

HRW appelle à traduire en justice les responsables du massacre de Gatumba

Human Rights Watch, 14 août 2014 Burundi : Dix ans après le massacre de Gatumba, la justice n'a toujours pas été rendue. Il faut traduire en justice les meurtriers des réfugiés congolais de Gatumba (Nairobi) â€“ Les autorités burundaises devraient exiger des comptes aux responsables d'un massacre de réfugiés congolais perpétré en 2004. Plus de 150 réfugiés, dont la plupart étaient des femmes et des enfants, ont été tués et plus de cent autres ont été blessés, le 13 août 2004 à Gatumba, lors d'une des pires attaques à caractère ethnique commises au Burundi depuis les années 90. Les dirigeants du groupe armé qui a revendiqué cette attaque n'ont pas été traduits en justice.

Presque toutes les victimes étaient de l'ethnie Banyamulenge â€“ des Tutsi congolais de la province du Sud Kivu, situées dans l'est de la République démocratique du Congo. Ils avaient fui le conflit armé sévissant en RD Congo et vivaient dans un camp de réfugiés dans la ville burundaise de Gatumba, proche de la frontière congolaise. Les attaquants les ont pris pour cible en fonction de leur appartenance ethnique en tirant sur eux ou en les brûlant vifs, et épargnant les réfugiés d'autres ethnies ainsi que les Burundais vivant dans une autre partie du camp. « Le massacre de Gatumba était une attaque directe et délibérée contre des civils non armés », a déclaré Daniel Bekele, directeur de la région Afrique à Human Rights Watch. « Les meurtres ont été bien documentés, et pourtant dix ans plus tard personne n'est encore traduit en justice. » Le gouvernement burundais devrait marquer cet anniversaire en montrant son engagement à mettre fin à l'impunité pour les meurtres commis à Gatumba et les autres crimes graves à l'encontre de civils non armés, selon Human Rights Watch. Les principaux attaquants étaient des membres des Forces nationales de libération (FNL), composées principalement de Hutus. Les FNL, l'un des derniers groupes rebelles burundais à avoir disposé des armes, sont devenues un parti politique en 2009. Toutefois, certains combattants des FNL sont restés actifs, aussi bien au Burundi que dans l'est de la RD Congo. Peu après le massacre, les FNL ont endossé la responsabilité de l'attaque. Leur porte-parole à l'époque, Pasteur Habimana, l'a justifiée en prétendant que le camp abritait de nombreux combattants et que les réfugiés étaient armés. Il a également suggéré que l'attaque était une réponse aux milliers de civils au Burundi commis au cours des années précédentes et a invoqué la légitime défense. Plusieurs années plus tard, cependant, il a nié avoir dit que les FNL avaient été responsables du massacre. En 2004, les autorités burundaises ont émis des mandats d'arrêt contre Habimana et le dirigeant des FNL, Agathon Rwasa, mais aucun des deux hommes n'a été arrêté. Rwasa et Habimana vivent tous deux au Burundi, et leur localisation est bien connue. Habimana est un membre dirigeant d'une branche des FNL proche du parti au pouvoir au Burundi. Le dixième anniversaire du massacre arrive juste trois mois après que le Burundi a adopté une loi créant une Commission vérité et réconciliation pour les violations graves des droits humains et du droit international humanitaire commises entre 1962 et 2008. Des dizaines de milliers de personnes ont été tuées au Burundi durant cette période, dans de nombreux cas dans des attaques à caractère ethnique. Selon il y a eu de nombreux massacres de grande ampleur pendant la guerre, qui a commencé en 1993, le massacre de Gatumba se distingue comme l'une des attaques les plus importantes des dernières années. La loi adoptée en 2014 ne prévoit pas la création d'un tribunal spécial pour juger les personnes responsables des crimes les plus graves, à savoir les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et le génocide. « Le fait que la loi sur la Commission vérité et réconciliation ne prévoit pas de tribunal spécial constitue une occasion manquée de mettre un terme à l'impunité et de tourner la page sur des dizaines d'années de souffrances », a déclaré Daniel Bekele. « Mais l'absence d'un tribunal spécial n'exonère pas le gouvernement de sa responsabilité en justice pour les rescapés et les familles des victimes dans le cadre du système judiciaire. » En dépit de l'absence de meurtres ethniques de grande ampleur au Burundi au cours des dernières années, la violence politique a persisté. Des dizaines de personnes ont été tuées dans des meurtres à motivation politique entre 2010 et 2012, à la suite des élections de 2010. De nombreuses victimes étaient des membres ou d'anciens membres des FNL considérés comme proches de la faction de Rwasa, et tués par des agents des services de sécurité de l'État ou par des individus liés au pouvoir. Des membres primums des FNL et d'autres groupes armés ont également pris pour cible des membres du parti au pouvoir lors d'attaques menées en représailles. La majorité de ces crimes est restée impunie. En République démocratique du Congo, pays voisin, les tensions entre les Banyamulenge et d'autres groupes ethniques congolais persistent et ont conduit à des attaques violentes commises par toutes les parties. Le 4 octobre 2011, à Kalungwe, dans le Sud Kivu, des combattants appartenant au groupe armé congolais Maï-Maï Yakutumba, composé essentiellement de Babembe, ont tendu une embuscade et tué sept travailleurs humanitaires banyamulenge, les ciblant sur la base de leur appartenance ethnique. Le 6 juin 2014, au moins trente civils ont été tués à Mutarule, au Sud Kivu, dans le contexte de tensions croissantes entre d'une part les Bafuliro, un autre groupe ethnique congolais, et d'autre part les Banyamulenge et les Barundi, qui ont des liens avec le peuple du Burundi. La plupart des victimes appartenaient au groupe ethnique des Bafuliro.